



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2020-44
Séance du 05 novembre 2020 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt, le 05 novembre à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Briane, Caizergues, Castellon, Deyrat, Lenoir, Oudinot, Perez, Petit, Salgues, Serra
Mmes Berard, Gouard, Joannot, Palau, Pervent, Suau, Torrandell, Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Aldon pouvoir à M. Briane, Mme Enjalbert pouvoir à Mme Palau, M. Huber pouvoir à M. Deyrat, M. Viala pouvoir à M. Oudinot

Absents excusés : Mme Balsan

Secrétaire de séance : Mme Irène Vilaplana

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 18

Procurations : 04

Absents : 01

Votants : 22

Date de convocation et affichage

27 octobre 2020

Objet : Demande de remise gracieuse de trop perçu de salaire d'un montant de 264.47 € net.

M. le maire donne la parole à M. Sylvain Castellon, conseiller municipal délégué aux finances et au personnel, qui expose une demande de remboursement d'un agent de sommes indûment perçues suite à une situation individuelle très particulière.

La dette de l'agent concerné a pour origine une erreur de l'administration : lors d'un avancement de grade en 2018, une erreur a été commise concernant l'ancienneté conservée et en conséquence l'avancement d'échelon suivant a été accordé en mai 2019 au lieu d'octobre 2019, ce qui a occasionné des trop perçus pour un montant total brut de trois-cent trente-neuf euros et quatre-vingt-six centimes (339.86 €) soit deux cent soixante-quatre euros et quarante-sept centimes (264.47 €) net. La bonne foi de l'agent n'est pas mise en cause puisque son traitement correspondait bien à l'arrêté qui lui avait notifié.

Considérant la demande de remise gracieuse formulée par l'agent en date du 30 juin 2020, le conseil municipal, par délibération, est seul compétent pour admettre ou rejeter partiellement ou en totalité ces demandes.

Ceci étant exposé, il est demandé au conseil municipal de bien vouloir, adopter les termes de la délibération suivante :

Le conseil municipal

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 05 novembre 2020 fixant les règles en matière de remise gracieuse de trop perçus de salaire,

Entendu le rapport de présentation,

Considérant le recours gracieux demandé par cet agent municipal par courrier en date du 30 juin 2020, la réalité de l'erreur technique de l'Administration, la situation particulière de l'agent concerné, sa bonne foi et l'absence de faute commise par lui.

Le conseil municipal après discussion, sur proposition de M. le maire et à l'unanimité décide :

- d'accorder à cet agent une remise gracieuse totale pour un montant de deux cent soixante-quatre euros et quarante-sept centimes (264.47 €) net, avec restant à la charge de l'agent la somme de zéro euros (0 €).
- d'autoriser M. le maire à signer tout document relatif à ce dossier.

Lavérune le 05 novembre 2020

Roger CAIZERGUES
Maire

